

L'Égypte, priorités économiques

« Nous devons rétablir la confiance entre la société et le gouvernement. Il y a beaucoup de défis auxquels nous devons faire face : améliorer l'éducation et la santé, conforter les investisseurs ».

ENTRETIEN avec *Abdallah Chehata Khatab* par *Jordi Bertran*

AFKAR/IDEES a pu s'entretenir, début juillet à Barcelone avec Abdallah Chehata Khatab, professeur à l'Université du Caire et conseiller économique du président égyptien Mohammed Morsi. La rencontre a eu lieu quelques jours après l'élection du premier président à ne pas être issu de l'armée, candidat du Parti de la Liberté et de la Justice, issu des Frères musulmans.

AFKAR/IDEES : *Quelle est la première mesure que va prendre le président et son gouvernement, en matière économique ?*

CHEHATA KHATAB : Nous devons avant tout rétablir la confiance entre la société et le gouvernement. C'est maintenant notre priorité majeure. En matière économique, l'ancien gouvernement était sur la bonne voie mais ne comptait pas sur la confiance du peuple. Et bien que les Égyptiens soient patients par nature, nous devons récupérer leur confiance pour pouvoir aspirer à travailler sur des objectifs à moyen et long terme.

A/I : *Comment pensez-vous le faire ?*

c.k. : Le président va tout d'abord former un gouvernement de coalition, représentatif du tissu social et politique de l'Égypte mais de toute façon, ses membres seront choisis pour leurs compétences. Puis, pour les 100 premiers jours, nous mettrons en oeuvre un programme en cinq points : la col-

lecte des ordures ménagères, l'organisation du trafic, la distribution du pain, la distribution des médicaments et le rétablissement de la sécurité. Nous espérons ainsi que le gouvernement puisse récupérer suffisamment de confiance et de crédibilité pour réaliser des projets de longue haleine.

A/I : *Quels sont les priorités à moyen et long terme ?*

c.k. : Il y a beaucoup de défis auxquels nous devons faire face : celui de l'emploi, améliorer l'éducation et la santé, conforter la confiance des investisseurs. Nous voulons attirer les investisseurs étrangers vers des projets qui seront bénéfiques aussi bien pour eux que pour l'Égypte. Une autre priorité est celle d'atteindre la stabilité budgétaire en contrôlant le déficit public. Pour ce faire, il va falloir doubler les recettes fiscales en réduisant la grande fraude fiscale existante. L'éradication de la corruption est aussi l'un des grands dossiers de notre programme économique. Dans le même ordre d'idées, nous allons procéder à la modernisation de l'administration des finances, ce qui avait déjà été entrepris par l'ancien gouvernement mais certains groupes d'intérêts s'y opposèrent et ne lui permirent pas de continuer dans la bonne direction. Nous remettrons donc ce travail sur la bonne voie. Nous voulons mener à bien le modèle islamique de gouvernement que nous nous sommes choisis et nous emploierons tous les recours dont nous disposons pour y arriver.

A/I : *Comment pensez-vous contrôler l'énorme facture des subventions ?*

c.k. : C'est en effet un poste qui est beaucoup trop lourd, plus de 130 milliards de livres égyptiennes par an (17,400 milliards d'euros) en subventions énergétiques. Mise à part la redistribution du pétrole par un système de coupons et le fait de s'atteler à la réparation de toutes les fuites de nos infrastructures, nous allons changer notre système énergétique. Nous remplacerons l'énergie solaire et le pétrole par le gaz naturel grâce aux réserves dont dispose l'Égypte.

A/I : *Vous consacrez aussi près de 30 % de votre budget au paiement de la dette extérieure.*

c.k. : Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le contrôle du déficit sera l'une des nos principales priorités. Nous allons tenter d'introduire une meilleure gouvernance économique et des produits financiers à faible coût, comme les *sukuks* [obligations respectant les principes de la finance islamique]. À l'heure actuelle, l'obtention de financement des marchés locaux est très onéreuse et nous devons donc rechercher des sources de financement auprès d'autres pays et d'institutions financières comme le Fonds monétaire international, avec lequel nous allons conclure un accord dès que le nouveau gouvernement sera constitué.

7 Nous allons garantir l'égalité des droits, indépendamment du genre, pour accéder aux postes de travail

A/1 : *Quelle va être votre politique en matière d'intégration de la femme au marché du travail ?*

c.k. : En ce qui concerne cet aspect, notre vision est claire : liberté et libre accès aux opportunités de travail. Il est bien évident qu'il existe des obstacles sociaux qui ne peuvent pas être résolus du jour au lendemain et qui nécessiteront des générations entières. Mais nous allons appliquer des mesures pour garantir l'égalité des droits, indépendamment du genre, pour accéder aux postes de travail, bien que personnellement je ne suis pas partisan d'introduire un quelconque système de quotas parce qu'il limite la compétitivité. En tout état de cause, permettez-moi de vous dire, en comparaison avec d'autres partis islamistes, que les femmes jouent un rôle très actif au sein du Parti de la Liberté et de la Justice, voire plus que celui de beaucoup d'hommes. Quelques-unes d'entre elles, ayant reçu une grande formation, occupent des postes importants qui en font des personnalités notoires et la société égyptienne finira par prendre exemple sur ce modèle. Mais il faut dire aussi que les femmes s'occupent en même temps de leur famille. Ce qui est plus important, tout au moins pour moi et pour beaucoup d'Égyptiens et d'Égyptiennes, étant donnée l'importance que nous donnons à la famille dans notre culture.

A/1 : *Y aura-t-il des femmes au sein du gouvernement ?*

c.k. : Je peux seulement vous annoncer que l'une des vice-présidentes du gouvernement sera une femme.



Chehata Khatab (gauche) aux côtés de Hassan Malek, entrepreneur égyptien et membre influent des Frères musulmans, lors d'une conférence sur les finances islamiques à Barcelone. Juillet 2012. / IEMED

A/1 : *L'armée qui contrôle une partie importante de l'économie et qui a encore de grandes prérogatives, représente-t-elle un obstacle ?*

c.k. : Gagner la confiance de la société égyptienne permettra au gouvernement d'affronter toute difficulté. Mais le travail sera dur. Par ailleurs, l'habileté politique du président Morsi lui a permis de se forger une image plus positive au sein de l'armée alors qu'au cours des élections présidentielles elle misait carrément sur son rival. Ceci est très important car c'est une institution qui est très respectée par tous les Égyptiens. Mais il est bien vrai que nous ne sommes pas toujours d'accord sur certaines décisions du Conseil suprême des forces armées, qui a cessé d'être un acteur politique.

A/1 : *Elle est cependant en train d'intervenir activement dans la transition en Égypte.*

c.k. : Nous entrons dans une étape de changement graduel qui va prendre du temps. Un peu comme ce qui s'est passé en Turquie et en Espagne à l'époque où Franco était au pouvoir et pendant la transition

Le 2 août 2012 la composition du nouveau gouvernement égyptien a été rendue publique. Des anciens ministres, des technocrates et des membres des Frères musulmans occupent la plupart des 35 ministères. Les coptes et les femmes ont exprimé leur désaccord du fait de leur faible représentativité dans le cabinet. Aucune des deux femmes du nouveau gouvernement n'a été nommée vice-présidente. ■